

Lorsque des instruments dérivés sont affectés à la couverture d'opérations commerciales réalisées dans une devise autre que la monnaie fonctionnelle de la société concernée, ceux-ci sont comptabilisés au bilan à leur valeur de marché à la date de clôture ; la variation de valeur de marché de ces instruments dérivés est enregistrée :

- en chiffre d'affaires pour la part efficace de la couverture des créances inscrites au bilan à la date de clôture ;
- en capitaux propres, en « écarts de réévaluation », pour la part efficace de la couverture de flux de trésorerie futurs, ce montant étant transféré en chiffre d'affaires lors de la comptabilisation des créances et dettes objet de la couverture ;
- en résultat financier pour la part inefficace de la couverture ; les variations de valeur liées aux points de terme des contrats à terme sont systématiquement considérés comme part inefficace.

En l'absence de relation de couverture, les variations de valeur de marché des instruments dérivés sont enregistrées en résultat financier.

### 2.2.20. - Dettes

Les dettes sont enregistrées au bilan à la juste valeur de la contrepartie reçue sans effet d'actualisation dans la mesure où elles ne sont pas assorties de conditions de règlement différé à long terme.

### 2.2.21 - Autres éléments du résultat global

Les charges et produits de la période qui ne sont pas comptabilisés en résultat sont présentés dans la rubrique « Autres éléments du résultat global », dans le résultat global.

### 2.2.22 - Résultat par action

Le résultat net par action avant dilution est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de la Société après déduction des propres actions détenues par la société.

Le résultat par action après dilution est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, en prenant en compte le nombre maximum d'actions pouvant être en circulation compte tenu de la probabilité de mise en œuvre des instruments dilutifs émis ou à émettre après déduction des propres actions détenues par la société.

A ce jour, la Société n'a pas émis d'instruments dilutifs.

## 2.3. - MODALITES DE CONSOLIDATION

### 2.3.1. - Conversion des comptes des filiales étrangères

Les états financiers sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société.

Les comptes des sociétés étrangères hors "zone euro" sont convertis en euros au taux de clôture du 31 décembre pour le bilan et au taux moyen pour le compte de résultat.

Les "corrections monétaires" comptabilisées par les filiales chiliennes sont éliminées.

Les cours des monnaies utilisés sont les suivants :

Devises		Cours au 31 décembre 2013		Cours au 31 décembre 2012	
		Moyen	clôture	Moyen	clôture
		Euros	Euros	Euros	Euros
Franc suisse	CHF	0,8136	0,8146	0,8303	0,8284
Peso chilien ( les 1000 )	CLP	1,5039	1,3806	1,5912	1,5762
Dollar américain	USD	0,7514	0,7251	0,7733	0,7579

**NOTE 3 – NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE**

Tous les chiffres de cette section sont exprimés en milliers d'euros.

**3.1. – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Valeurs Brutes	31/12/2012 (*)	Acquisitions	Cessions	Autres variations	Ecarts de conversion	31/12/2013
Ecart d'acquisition	216					216
Concessions, Brevets.	64	1		0	1	66
Droits au bail	561					561
Autres immobilisations incorporelles	4 570	157	219	0	-34	4 474
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0		0
<b>TOTAL</b>	<b>5 411</b>	<b>158</b>	<b>219</b>	<b>0</b>	<b>-33</b>	<b>5 317</b>

Amortissements	31/12/2012 (*)	Dotations	Reprises	Autres variations	Ecarts de conversion	31/12/2013
Dépréciation de l'écart d'acquisition	216					216
Concessions, Brevets.	23	0				23
Droits au bail	132	61		-9		184
Autres immobilisations incorporelles	3 356	524	219	41	-30	3 672
<b>TOTAL</b>	<b>3 727</b>	<b>585</b>	<b>219</b>	<b>32</b>	<b>-30</b>	<b>4 095</b>

Valeurs nettes	31/12/2012 (*)					31/12/2013
	1 684					1 222

(\*) y compris modifications à l'ouverture

Les droits au bail concernent des boutiques et bureaux en France. Les tests de dépréciation sont effectués sur la base du chiffre d'affaires des boutiques. Les droits au bail des bureaux sont amortis sur la durée du bail. Les autres immobilisations incorporelles sont constituées des logiciels et de leurs coûts de mise en œuvre

**3.2. – IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Valeurs Brutes	31/12/2012 (*)	Acquisitions	Cessions	Autres variations	Ecarts de conversion	31/12/2013
Terrains	13 121	175	0	-4	-10	13 282
Terres à vignes	10 921	248	0	4	-421	10 752
Actifs biologiques	9 171	238	236	0	-1 179	7 994
Constructions	46 407	749	44	508	-1 362	46 258
Installations tech, mat et outillage	38 446	1 403	1 309	0	-843	37 697
Autres immobilisations corporelles	18 466	499	1 156	30	-91	17 748
Immobilisations corporelles en cours	59	0	59	0	0	0
Avances et acomptes/immo. corp	484	50	0	-484	0	50
<b>TOTAL</b>	<b>137 075</b>	<b>3 362</b>	<b>2 804</b>	<b>54</b>	<b>-3 906</b>	<b>133 781</b>
dont immeubles de placement	9 255					9 318

Amortissements	31/12/2012 (*)	Dotations	Reprises	Autres variations	Ecarts de conversion	31/12/2013
Terrains	2 479	140	0	0	0	2 619
Actifs biologiques	3 627	562	236	0	-302	3 651
Constructions	19 491	1 688	92	0	-189	20 898
Installations tech, mat et outillage	28 288	1 790	1 312	0	-675	28 091
Autres immobilisations corporelles	13 359	1 156	1 147	-54	-33	13 281
<b>TOTAL</b>	<b>67 244</b>	<b>5 336</b>	<b>2 787</b>	<b>-54</b>	<b>-1 199</b>	<b>68 540</b>
dont immeubles de placement	3 617					3 384

Valeurs nettes	31/12/2012 (*)					31/12/2013
	69 831					65 241
dont immeubles de placement	5 638					5 934

(\*) y compris modifications à l'ouverture

La valeur recouvrable des immeubles de placement a été déterminée par un expert indépendant en fonction des pratiques de marché habituelles. La valeur recouvrable des immeubles de placement a été estimée à 8 387 K€. Par ailleurs, il n'existe aucune restriction quant à la cessibilité de ces immeubles.

Les produits et charges locatifs de l'activité placement immobilier sont les suivants :

	2013	2012
Produits locatifs	785	755
Charges opérationnelles directes	566	595

### 3.3. – ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

Actifs financiers	31/12/2013	31/12/2012
<b>Actifs financiers non courants</b>		
Autres titres immobilisés	234	234
Autres immobilisations financières	260	319
TOTAL	494	553
<b>Actifs financiers courants</b>		
Autres immobilisations financières	317	10
Valeurs mobilières de placement	22 165	21 179
TOTAL	22 482	21 189

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de placements obligataires et de contrats de capitalisation de type fonds euros.

### 3.4. – STOCKS ET EN COURS

Valeurs brutes et dépréciations	Montant brut 31/12/2013	Dépréciations 31/12/2013	Montant net 31/12/2013	Montant net * 31/12/2012
Matières premières	34 477	399	34 078	32 398
En-cours de Production	2 709		2 709	3 905
Produits Intermédiaires et finis	12 339		12 339	9 762
Marchandises	111		111	91
Actifs biologiques courants	1 619		1 619	2 083
TOTAL	51 255	399	50 856	48 239

(\*) y compris modifications à l'ouverture

Les stocks de vins et d'eau de vie ne font pas l'objet de dépréciation. Les stocks de conditionnement sont provisionnés lors des changements de présentation des produits

### 3.5. – CREANCES CLIENTS ET AUTRES CREANCES

Valeur brutes et dépréciations	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
	31/12/2013	31/12/2013	31/12/2013	31/12/2012
Créances clients	27 780	78	27 702	29 612
Créances sociales	3		3	4
Créances fiscales	830		830	1 026
Débiteurs divers	1 002		1 002	557
Instruments financiers	621		621	1 316
Charges constatées d'avance	903		903	1 679
<b>TOTAL</b>	<b>31 139</b>	<b>78</b>	<b>31 061</b>	<b>34 194</b>

### 3.6. – DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

	31/12/2013	31/12/2012
Dettes fournisseurs	18 518	20 671
Dettes fiscales et sociales	13 896	11 132
Produits constatés d'avance	566	767
Fournisseurs d'immobilisations	210	486
Autres dettes	529	606
<b>TOTAL</b>	<b>33 719</b>	<b>33 662</b>

### 3.7. – TRESORERIE

Le rapprochement entre le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie apparaissant au bilan et le montant de la trésorerie nette figurant dans le tableau des flux de trésorerie s'établit de la façon suivante :

trésorerie	31/12/2013	31/12/2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan	40 334	38 252
Découverts bancaires	-12	-27
<b>Trésorerie de clôture du tableau des flux de trésorerie</b>	<b>40 322</b>	<b>38 225</b>

### 3.8. – IMPOTS DIFFERES

	31/12/2012 (*)	Variations de l'exercice		31/12/2013
		Capitaux propres	Résultat	
<b>Actifs d'impôt différé</b>				
Non courant	6 736	-99	-979	5 658
Courant	46	-13	430	463
<b>Sous-total</b>	<b>6 782</b>	<b>-112</b>	<b>-549</b>	<b>6 121</b>
<b>Passifs d'impôt différé</b>				
Non courant	90	-37	100	153
<b>Impôts différés nets</b>	<b>6 692</b>	<b>-75</b>	<b>-649</b>	<b>5 968</b>

(\*) y compris modifications à l'ouverture

<b>Impôts différés actifs par nature</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2012 (*)</b>
Provision engagements de retraite	7 830	8 495
Immobilisations	-1 357	-1 396
Différences temporaires	-352	-317
<b>Impôts différés actifs</b>	<b>6 121</b>	<b>6 782</b>
<b>Impôts différés passifs par nature</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2012</b>
Différences temporaires	153	90
<b>Impôts différés passifs</b>	<b>153</b>	<b>90</b>

(\*) y compris modifications à l'ouverture

Le montant des impôts différés actifs sur les déficits fiscaux reportables non reconnus au bilan est de Le montant des impôts différés actifs sur les déficits fiscaux reportables non reconnus au bilan est de 1 306 K€.

### 3.9. – CAPITAL ET RESULTATS PAR ACTION

Nombre d'actions retenues dans le calcul du résultat par action	2013	2012
Nombre d'actions constituant le capital	85 000	85 000
Nombre d'actions auto-détenues	-2 606	-2 533
<b>Total pris en compte pour le résultat par action</b>	<b>82 394</b>	<b>82 467</b>
Résultat net -part du groupe	9 630	6 898
Résultat net par action	116,88	83,65
Résultat global	5 455	7 523
Résultat global par action	66,21	91,22

Au 31 décembre 2013, le capital est composé de 85 000 actions d'une valeur nominale de 319,50 €.

### 3.10. – PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

	<b>31/12/2012 (*)</b>	<b>dotations</b>	<b>reprises</b>	<b>31/12/2013</b>
<b>Provisions non courantes</b>				
Engagements de retraite	24 159	0	1 418	22 741
Engagements médailles du travail	131	0	8	123
<b>TOTAL</b>	<b>24 290</b>	<b>0</b>	<b>1 426</b>	<b>22 864</b>
<b>Provisions courantes</b>				
Risque VMP	12	0	12	0
Litiges	733	196	728	201
Provision pour restructuration (PSE)	28		28	0
Autres provisions pour risques et charges	0	87	0	87
<b>TOTAL</b>	<b>773</b>	<b>283</b>	<b>768</b>	<b>288</b>

(\*) y compris modifications à l'ouverture

Les engagements de retraite sont détaillés en note 3.19.

Les provisions pour litiges au 31 décembre 2013 concernent principalement des procédures en cours avec le personnel.

### 3.11. – DETTES FINANCIERES

	31/12/2012	Nouvelles dettes	remboursement des dettes	ecart de conversion	31/12/2013
Emprunts bancaires	21 450	2 564	1 747	-1 954	20 313
Autres emprunts	2 376	21	971	-10	1 416
	23 826	2 585	2 718	-1 964	21 729
Participation des salariés	1 984		1 318		666
Concours bancaires	27		15		12
<b>TOTAL</b>	<b>25 837</b>	<b>2 585</b>	<b>4 051</b>	<b>-1 964</b>	<b>22 407</b>
	31/12/2012	variation (+)	variation (-)		31/12/2013
Dettes financières à long terme	10 788		4 096		6 692
Dettes financières à court terme	15 049	666	0		15 715
<b>TOTAL</b>	<b>25 837</b>	<b>666</b>	<b>4 096</b>		<b>22 407</b>

La participation des salariés classée en dettes financières correspond au montant bloqué pendant 5 ans.

Analyse de la dette financière brute par échéance :

dettes financières par échéance	Total	à -1an	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans
Emprunts bancaires	20 313	14 380	5 933	0
Participation des salariés	666	666	0	
Concours bancaires	12	12		
Autres	1 416	1 416	0	
<b>Total</b>	<b>22 407</b>	<b>16 474</b>	<b>5 933</b>	<b>0</b>

Le détail des emprunts par devises et types de taux (fixe, variable) est donné en Note 3.18

La Société des Produits Marnier Lapostolle ne s'est engagée sur aucun « covenant » en faveur de ses banques.

Le montant de la dette financière couverte par des sûretés réelles, représentées par des hypothèques sur les vignobles chiliens, s'élève à 6.625 KU\$.

### 3.12. – AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Les autres passifs non courants correspondent à la provision pour participation des salariés de l'exercice.

### 3.13. – INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe ne dispose pas d'informations financières consolidées sur une famille de produit ou sur une zone géographique et n'a donc qu'un seul secteur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

Le chiffre d'affaires par zones géographiques et par produits est donné au titre des paragraphes §32 et §33 de la norme IFRS 8.

### 3.13.1 – INFORMATIONS RELATIVES AU CHIFFRE D’AFFAIRES PAR PRODUITS

REPARTITION DU CHIFFRE D’AFFAIRES ENTRE GROUPES DE PRODUITS ET PRESTATIONS		
	2013	2012
<b>Ventes de Produits et de Marchandises</b>		
Produits MARNIER-LAPOSTOLLE	112 244	108 262
Vins et spiritueux CHILIENS	11 623	11 233
	<b>123 867</b>	<b>119 495</b>
<b>Ventes de Prestations</b>	17 392	15 956
<b>TOTAL DES VENTES</b>	<b>141 259</b>	<b>135 451</b>

L’essentiel de la marge opérationnelle du groupe provient des produits Marnier Lapostolle.

### 3.13.2 – INFORMATIONS RELATIVES AUX ZONES GEOGRAPHIQUES

Le tableau ci-dessous présente les ventes sur chaque zone géographique où sont livrés les produits et réalisées les prestations :

REPARTITION DU CHIFFRE D’AFFAIRES PAR ZONES GEOGRAPHIQUES				
	2013	%	2012	%
Etats-Unis	72 374	58,4%	71 103	59,5%
Autres pays du continent américain	15 282	12,3%	14 423	12,1%
<b>Total Continent Américain</b>	<b>87 656</b>	<b>70,8%</b>	<b>85 526</b>	<b>71,6%</b>
France	9 217	7,4%	8 596	7,2%
Union Européenne	19 253	15,5%	17 241	14,4%
Europe hors Union Européenne	1 389	1,1%	1 616	1,4%
<b>Total Europe</b>	<b>29 859</b>	<b>24,1%</b>	<b>27 453</b>	<b>23,0%</b>
Asie	4 766	3,8%	4 728	4,0%
Reste du monde	1 586	1,3%	1 788	1,5%
<b>Total reste du monde</b>	<b>6 352</b>	<b>5,1%</b>	<b>6 516</b>	<b>5,5%</b>
<b>Chiffre d'affaires produits et marchandises</b>	<b>123 867</b>	<b>100,0%</b>	<b>119 495</b>	<b>100,0%</b>
<b>Chiffre d'affaires divers (1)</b>	17 392	-	15 956	-
<b>CHIFFRE D’AFFAIRES TOTAL</b>	<b>141 259</b>	-	<b>135 451</b>	-

(1) Le Chiffre d’affaires divers comprend pour l’essentiel la contribution versée par Moët Hennessy USA Inc., distributeur exclusif des produits GRAND MARNIER aux Etats-Unis, selon les termes du « Marketing agreement » entre la filiale américaine du Groupe Marnier Lapostolle Inc. et Moët Hennessy USA Inc. Cette contribution dont le montant est variable est fonction de la marge brute réalisée par Moët Hennessy USA. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, elle est complétée par une contribution forfaitaire de lancement des nouveaux produits. Le montant global de la contribution de Moët Hennessy USA Inc. a été de 18,4 millions USD en 2013 et de 16,4 millions USD en 2012.

Les actifs non courants par zone géographique d’implantation sont les suivants :

en milliers d'euros	France	Chili	Autres	Total
Actifs non courants (*)	47 697	18 475	291	66 463

(\*) hors actifs d’impôt différé

### 3.13.3 – INFORMATIONS RELATIVES AUX PRINCIPAUX CLIENTS

Les informations relatives au degré de dépendance vis-à-vis des principaux clients/distributeurs sont fournies au titre du § 34 de la norme :

- environ 79% du chiffre d'affaires des produits Marnier Lapostolle est réalisé avec ses deux premiers distributeurs
- environ 36% du chiffre d'affaires des vins chiliens est réalisé avec le 1<sup>er</sup> distributeur.

### 3.14. – AUTRES PRODUITS & CHARGES OPERATIONNELS

Cette rubrique comprend les évènements majeurs et inhabituels intervenus au cours des périodes.

	2013	2012
<b>Autres produits opérationnels</b>		
Plus-value sur cessions d'actifs	319	36
Reprise amortissement exceptionnel Neauphle le Château	18	0
Plan de Sauvegarde de l'Emploi - reprise de provision	0	1 532
TOTAL	337	1 568
<b>Autres charges opérationnelles</b>		
Plan de Sauvegarde de l'Emploi - coûts des départs	0	1 578
TOTAL	0	1 578
<b>Autres produits et charges opérationnels nets</b>	337	-10

### 3.15. – RESULTAT FINANCIER

Coût de l'endettement net	2013	2012
Charges financières des emprunts	-720	-672
Résultat de la gestion de trésorerie	1 204	736
TOTAL	484	64

Autres charges et produits financiers	2013	2012
<b>Autres produits financiers</b>		
Gains de change sur transactions et contrats en devises	1 004	1 866
Reprises des provisions pour risques financiers sur VMP	35	604
Divers	10	8
TOTAL	1 049	2 478
<b>Autres charges financières</b>		
Autres charges financières	1 094	1 279
Pertes de change sur transactions et contrats en devises	3 272	2 787
Dépréciation pour risques financiers sur VMP	23	36
TOTAL	4 389	4 102
<b>Autres charges et produits financiers</b>	-3 340	-1 624

<b>RESULTAT FINANCIER</b>	-2 856	-1 560
---------------------------	--------	--------

### 3.16. – CHARGE D'IMPOT

Impôt sur les résultats	2013	2012
Charge d'impôt courant	7 475	4 339
Charge nette d'impôt différé	649	980
<b>TOTAL</b>	<b>8 124</b>	<b>5 319</b>

Analyse de la charge d'impôt théorique	2013	2012
Résultat comptable avant impôt	17 744	12 212
Taux d'impôt applicable	34,43%	34,43%
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>6 109</b>	<b>4 205</b>
Incidence des différences permanentes	155	35
Incidence des différents taux d'imposition étrangers	50	27
Activation d'impôts différés sur report déficitaires	0	395
Incidence des résultats déficitaires	1 385	529
Impôt de distribution en France	126	128
Correction d'impôts différés	299	0
<b>Charge d'impôt comptabilisée</b>	<b>8 124</b>	<b>5 319</b>

### 3.17. – PARTIES LIEES

Les parties liées du groupe comprennent :

- l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation,
- l'ensemble des 4 membres du Directoire et des 7 membres du Conseil de Surveillance de la Société des Produits Marnier Lapostolle (« les Dirigeants »),
- l'ensemble des entreprises dans lesquelles un membre du Directoire ou du Conseil de Surveillance a le contrôle, participe au contrôle conjoint, exerce une influence notable ou est l'un des principaux dirigeants,
- l'ensemble des autres personnes physiques (« Autres familles ») qui participe au contrôle conjoint, exerce une influence notable dans la Société des Produits Marnier Lapostolle.

Les transactions entre les entreprises intégrées globalement dans le périmètre de consolidation ont été éliminées lors de la préparation des comptes consolidés. Les détails des opérations entre le groupe et les autres parties liées sont présentés ci-dessous.

#### 3.17.1. Opérations avec les dirigeants et les autres familles :

Seules les transactions avec les parties liées non éliminées en consolidation sont indiquées.

	Dirigeants	Autres Familles
Charge de location de vignobles	-	98
Charge d'Intérêts sur comptes courants	30	15
<u>Dettes financières</u>		
Comptes-courants d'associés	949	342

Les comptes courants ont été rémunérés à 2,79% en 2013.

### 3.17-2 – REMUNERATIONS NETTES DES MEMBRES DU DIRECTOIRE

Le tableau ci-dessous présente les rémunérations versées aux personnes qui sont à la clôture, ou qui ont été au cours des exercices présentés, membres du Directoire.

	2013	2012
Salaires et autres avantages à court terme	2 499	2 590
Avantages en nature	199	193

Ces rémunérations comprennent celles perçues tant en France au titre de membre du Directoire et de salarié que celles versées par des filiales à l'étranger au titre des fonctions exercées dans les filiales.

Les dirigeants sont susceptibles de bénéficier en outre de pensions de retraite dont le montant ne peut être évalué, compte tenu des incertitudes liées à l'octroi de ces pensions (âge des dirigeants, conditions de performance).

### 3.17-3 – REMUNERATIONS NETTES DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le tableau ci-dessous présente les rémunérations allouées aux personnes qui sont à la clôture, ou qui ont été au cours des exercices présentés, membres du Conseil de Surveillance.

	2013	2012
Salaires et autres avantages à court terme	549	604

Ces rémunérations comprennent celles perçues tant en France au titre de membre du Conseil de Surveillance que celles versées par des filiales à l'étranger au titre des fonctions exercées dans ces filiales.

### 3.17-4 – AUTRES PARTIES LIEES

Les relations commerciales entre sociétés du groupe sont régies par des contrats de distribution.

## 3.18 – ANALYSE DU RISQUE FINANCIER

### a. GESTION DU RISQUE DE CHANGE

Chacune des sociétés du groupe gère son risque de change.

La société mère ne couvre que ses flux de trésorerie et ne couvre pas les investissements nets de ses filiales.

Au 31/12/2013, la société mère avait souscrit des contrats de vente à terme pour garantir le taux d'encaissement de ses flux de trésorerie prévisionnels en dollar américain de l'exercice 2014 pour un montant de 12 675 KUS\$ au taux moyen de 1,29.

L'évolution du portefeuille au cours de l'exercice 2013 est rappelée dans le tableau ci-dessous :

en milliers de devises	Devise	31/12/2013	32/12/2012
Taux USD de clôture	USD	1,379	1,319
Taux CAD de clôture	CAD	1,467	1,314
Engagement fin de période en USD	USD	12 675	71 000
Engagement fin de période en CAD	CAD	0	4 000
Engagement maximum en USD	USD	12 675	71 000
Engagement maximum en CAD	CAD	0	4 000

'(-) devises à recevoir - (+) devises à livrer

en milliers de devises	USD	CAD
Contrats à terme sur opérations commerciales 2013	12 675	0
Contrats à terme sur opérations commerciales 2014	0	0
<b>ENGAGEMENT TOTAL</b>	<b>12 675</b>	<b>0</b>
'(-) devises à recevoir - (+) devises à livrer		
Juste valeur des contrats au 31/12/2013	610	0

Analyse de sensibilité du résultat avant impôt à une variation de taux de change, calculée à partir des chiffres de l'exercice 2013 :

- réévaluation de l'US\$ de 10% : + 6 300 K€
- dévaluation de l'US\$ de 10% : -5 200 K€

La variation du résultat net consolidé ci-dessus est donnée hors effet des couvertures de change en portefeuille.

#### B. GESTION DU RISQUE DE TAUX

(en K devises)	Emprunts à taux fixe	Emprunts à taux variable	Total au 31-12-2013
US DOLLAR	16 880	2 625	19 505
EURO	5 928	0	5 928

Pour se prémunir contre la hausse des taux d'intérêt sur l'US dollar, un swap de taux d'intérêt a été effectué sur les emprunts à taux variables, pour un montant de 2 625 KUS\$ au taux fixe de 3,89% pour les échéances de mars 2014 à mars 2017. Ce contrat avait une juste valeur négative de 21 K€ au 31/12/2013.

#### C. GESTION DU RISQUE SUR LE CAPITAL

Le taux d'endettement du Groupe est indiqué ci-après :

	31/12/2013	31/12/2012
Dettes financières	22 407	25 837
<u>moins</u>		
Actifs financiers courants	22 482	21 189
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40 334	38 252
Endettement net	-40 409	-33 604
Capitaux propres	137 386	133 997
Ratio d'endettement	-29%	-25%

Le groupe a donc un excédent de trésorerie et d'actifs financiers représentant 29% des capitaux propres.

### 3.19 – ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES

La Société des Produits Marnier Lapostolle SA a un passif de 22 741 K€, correspondant principalement à un régime de retraite à prestations définies (Article 39), géré en interne, et dont les droits ont été gelés au 31 mars 2005. L'option de taxation sociale retenue sur ce régime est la taxation sur les dotations. Les droits ayant été gelés en 2005, le coût des services rendus est donc nul ainsi que la taxe sociale. Ce régime concerne 293 bénéficiaires dont 129 actifs et 164 retraités.

Ce type de contrat permet aux salariés de percevoir un revenu supplémentaire à la retraite. Le montant est défini lors de la mise en place du contrat et est financé intégralement par l'entreprise.

Il n'existe aucun engagement de ce type dans aucune de nos filiales étrangères.

Les engagements de la société mère à ce titre décrits au paragraphe 2.2.17 ci-dessus ont été calculés à partir de la rémunération brute (personnel actif) ou de la pension versée (retraités) et tiennent compte :

- de la réévaluation des droits des salariés en fonction de l'inflation évaluée à 2% par an
- de la table de survie TH/TF 2000-2002 avec décalage d'âge
- du turn-over évalué à 2%
- du taux d'actualisation de la dette défini par les normes (taux retraité au 31/12/2013 des obligations senior corporate de rating AA et de maturité >10 ans : 3,17%) (taux en 2012 : 2,69%). IBOXX
- d'une hypothèse de départ à 62 ans pour les non cadres et les cadres nés avant 1960, et de 63 ans pour les autres cadres.

Cette retraite proposée par la société est optionnelle, au choix du salarié qui peut lui préférer l'indemnité de fin de carrière conventionnelle.

La provision a été calculée en retenant le produit actuariel estimé le plus avantageux pour le salarié au moment de son départ en retraite.

Les départs en retraite sont considérés à l'initiative des salariés justifiant l'application des charges sociales et fiscales.

Variation de la dette relative aux avantages du personnel en 2012 et en 2013 :

	Indemnités de fin de carrière	Article 39	Total engagements retraites	Médailles du travail
<b>Au 1er janvier 2012</b>	<b>415</b>	<b>19 443</b>	<b>19 858</b>	<b>131</b>
Coût des services rendus de l'année	46	0	46	6
Charge d'intérêts de l'année	19	785	804	4
Gains (-) / Pertes (+) actuariels	172	4 857	5 029	15
Prestations réelles	0	-1 064	-1 064	-25
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>652</b>	<b>24 021</b>	<b>24 673</b>	<b>131</b>
<b>Application IAS 19 R</b>		-515	-515	
<b>Au 1er janvier 2013</b>	<b>652</b>	<b>23 506</b>	<b>24 158</b>	<b>131</b>
Coût des services rendus de l'année	65	0	65	6
Charge d'intérêts de l'année	18	632	650	3
Gains (-) / Pertes (+) actuariels	-1	-999	-1 000	0
Prestations réelles	-31	-1 101	-1 132	-14
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>703</b>	<b>22 038</b>	<b>22 741</b>	<b>126</b>

Les écarts actuariels ont été comptabilisés en autres éléments du résultat global pour 655 K€ nets d'impôts. La durée résiduelle moyenne calculée pour les avantages postérieurs à l'emploi est de 12,9 années pour les retraites Article 39.

La sensibilité de l'engagement retraite au taux d'actualisation est la suivante (3,17% +/- 0.25%) :

	Indemnités de fin de carrière	Retraite Art 39	Total
Dette actuarielle au 31/12/2013 à 2,92%	725	22 757	23 482
<b>Dette actuarielle au 31/12/2013 à 3,17%</b>	<b>703</b>	<b>22 038</b>	<b>22 741</b>
Dette actuarielle au 31/12/2013 à 3,42%	682	21 356	22 038

L'analyse des écarts actuariels est la suivante :

	31/12/2013	31/12/2012
Gains (-) et pertes (+) actuariels	-1 000	5 029
Ecart d'expérience	71	-32
Ecart dus au changement d'hypothèses	-1 071	5 061

### 3.20 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Le montant de la dette financière couverte par des sûretés réelles, représentées par des hypothèques sur les vignobles chiliens, s'élève à 6.625 KU\$.

### 3.21- ACTIFS ET PASSIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE

Aucun mandat de vente n'a encore été donné concernant l'ancien site de Neauphle-le-Château.

### 3.22– EFFECTIFS EN FIN DE PERIODE :

Catégories	31/12/2013	31/12/2012
Cadres	134	131
Techniciens - Agents de maîtrise	42	42
Employés	99	104
Ouvriers	154	154
<b>TOTAL</b>	<b>429</b>	<b>431</b>

Zone géographiques	31/12/2013	31/12/2012
France	299	308
Etats-Unis	14	8
Chili	114	113
Suisse	2	2
<b>TOTAL</b>	<b>429</b>	<b>431</b>

**3.23– HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Montants HT en milliers d'euros	François LAMY			Pierre GODET		
	2013	2012	Variation en %	2013	2012	Variation en %
<b>Audit</b>						
. Commissariat aux comptes des comptes individuels et consolidés:						
- Emetteur	110	104	6%	65	56	16%
- Filiales	0	0		0	0	
. Autres diligences et prestations						
- Emetteur	0	2		0	2	3%
- Filiales	0	0		0	0	
sous-total	110	106	4%	65	58	12%
<b>Autres prestations rendues aux filiales</b>						
- Juridique - fiscal - social	0	0		0	0	
- Autres	0	0		0	0	
sous-total	0	0		0	0	
<b>Total</b>	<b>110</b>	<b>106</b>	<b>4%</b>	<b>65</b>	<b>58</b>	<b>12%</b>

**3.24– EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE :**

Il n'y a eu aucun événement postérieur à la clôture de cet exercice.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

François LAMY  
7, rue de Monceau  
75008 PARIS

Pierre GODET  
19, avenue de Messine  
75008 PARIS

**SOCIETE DES PRODUITS  
MARNIER LAPOSTOLLE**

**91, boulevard Haussmann  
75008 PARIS**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS**

**Exercice clos le 31 décembre 2013**

François LAMY  
7, rue de Monceau  
75008 PARIS

Pierre GODET  
19, avenue de Messine  
75008 PARIS

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur les comptes consolidés  
Exercice clos le 31 décembre 2013**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la SOCIETE DES PRODUITS MARNIER LAPOSTOLLE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

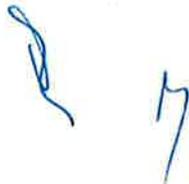
Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1.3 de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif d'une part, à la valorisation des stocks de vin et spiritueux au Chili et du stock de parfum d'orange de la société mère, et d'autre part à la comptabilisation de certains actifs immobilisés au Chili.



## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivant :

. Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note 2.1.3 de l'annexe aux comptes consolidés expose les changements comptables intervenus au cours de l'exercice concernant la valorisation des stocks de vin et spiritueux au Chili et du stock de parfum d'orange de la société mère ainsi que la comptabilisation de certains actifs immobilisés au Chili.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé des changements comptables et de la présentation qui en est faite en annexe.

. Comme il est précisé dans la note 2.1.4 de l'annexe, votre société procède à des estimations, notamment sur l'évaluation des engagements de retraite. Nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations effectuées par la société et nous avons vérifié que les notes 2.2.17 et 3.19 de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérification spécifique**

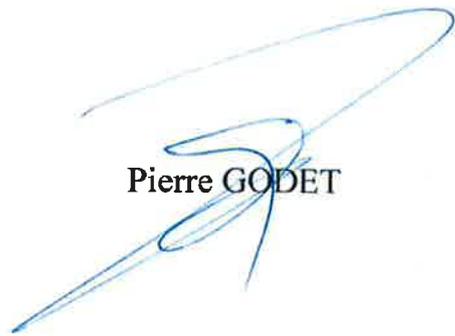
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 13 mai 2014

Les Commissaires aux Comptes

  
François LAMY

  
Pierre GODET

**SOCIETE DES PRODUITS MARNIER LAPOSTOLLE**  
**COMPTES ANNUELS**

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2013**  
(En milliers d'Euros)

Notes	ACTIF	2013		2 012
		Montant Brut	Amortissements Provisions	Montant Net
2.	<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>140 372</b>	<b>55 650</b>	<b>84 722</b>
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>5 362</b>	<b>3 710</b>	<b>1 652</b>
	Concessions, brevets et droits similaires	225	24	201
	Fonds commercial	885	201	684
	Autres immobilisations incorporelles	4 252	3 485	767
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>83 223</b>	<b>51 935</b>	<b>31 288</b>
	Terrains	11 610	3 173	8 437
	Constructions	25 749	14 471	11 278
	Installations techniques, matériel et outillages industriels	32 358	23 944	8 414
	Autres immobilisations corporelles	13 456	10 347	3 109
	Immobilisations en cours			0
	Avances et acomptes	50		50
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>51 787</b>	<b>5</b>	<b>51 782</b>
	Participations	41 387		41 387
	Créances rattachées à des participations			0
	Autres titres immobilisés	9 853	5	9 848
	Prêts			0
	Autres immobilisations financières	547		547
3.4.	<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>108 498</b>	<b>502</b>	<b>107 996</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>	<b>38 627</b>	<b>400</b>	<b>38 227</b>
	Matières premières, approvisionnements	26 294	400	25 894
	En cours de production de biens	207		207
	Produits intermédiaires et finis	12 067		12 067
	Marchandises	59		59
	<b>CREANCES</b>	<b>26 775</b>	<b>78</b>	<b>26 697</b>
	Avances et acomptes versés sur commandes	586		586
	Clients et comptes rattachés	25 397	78	25 319
	Autres créances	792		792
5.	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT DISPONIBILITES</b>	<b>40 758</b>	<b>24</b>	<b>40 734</b>
		2 338		2 338
	<b>COMPTES DE REGULARISATION ACTIF</b>	<b>1 492</b>		<b>1 492</b>
11.	Charges constatées d'avance	1 333		1 333
	Ecart de conversion actif	159		159
	<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>250 362</b>	<b>56 152</b>	<b>194 210</b>

**SOCIETE DES PRODUITS MARNIER LAPOSTOLLE**

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2013**

(En milliers d'Euros)

Notes	PASSIF	2013	2012
	<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>158 021</b>	<b>148 121</b>
8.	Capital	27 158	27 158
8.	Ecarts de réévaluation	943	943
	Réserve légale	3 003	3 003
	Réserves statutaires ou contractuelles	91 083	91 207
8.	Réserves réglementées	9 982	9 858
	Autres réserves	4 764	4 764
	Report à nouveau	2 017	770
	Acompte sur dividendes		-4 250
	Résultat de l'exercice	12 603	9 638
3.	Provisions réglementées	6 468	5 030
3.	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>484</b>	<b>1 024</b>
	Provisions pour risques	360	864
	Provisions pour charges	124	160
4.	<b>DETTES</b>	<b>35 656</b>	<b>37 280</b>
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 957	7 699
	Emprunts et dettes financières divers	2 734	4 760
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 414	13 192
	Dettes fiscales et sociales	14 042	10 889
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	209	486
	Autres dettes	300	254
	<b>COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF</b>	<b>49</b>	<b>30</b>
	Produits constatés d'avance		
	Ecart de conversion passif	49	30
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>194 210</b>	<b>186 455</b>

**SOCIETE DES PRODUITS MARNIER LAPOSTOLLE**

**COMPTE DE RESULTAT 2013**

(En milliers d'Euros)

Notes		2013	2012
	<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>110 741</b>	<b>103 498</b>
12.	Chiffre d'affaires net	107 883	102 521
	Production stockée	1 376	-34
	Production immobilisée	405	403
	Subvention d'exploitation	1	3
	Reprise sur provisions, transferts de charges	561	413
	Autres produits	515	192
	<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>89 040</b>	<b>89 007</b>
	Achats de marchandises	97	62
	Variation de stocks de marchandises	26	13
	Achats de matières premières et autres approvisionnements	32 123	30 574
	Variation de stocks de matières premières et autres approvisionnements	-1 981	-3 402
	Autres achats et charges externes	27 154	29 253
	Impôts et taxes	2 583	2 468
	Salaires et traitements	15 967	16 539
	Charges sociales	7 947	8 263
	Dotations aux amortissements et provisions	4 770	4 828
	Autres charges	354	409
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>21 701</b>	<b>14 491</b>
14.	Produits financiers	1 791	4 373
14.	Charges financières	-1 696	-3 634
	<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>95</b>	<b>739</b>
	<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>21 796</b>	<b>15 230</b>
15.	Produits exceptionnels	1 945	2 774
15.	Charges exceptionnelles	-2 715	-3 551
	<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-770</b>	<b>-777</b>
16.	<b>IMPOT SUR LES BENEFICES</b>	<b>7 430</b>	<b>4 531</b>
	<b>PARTICIPATION DES SALARIES</b>	<b>993</b>	<b>284</b>
	<b>RESULTAT NET</b>	<b>12 603</b>	<b>9 638</b>

**SOCIETE DES PRODUITS MARNIER LAPOSTOLLE**

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

(En milliers d'Euros)

Notes		2013	2012
	<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>		
	<b>RESULTAT NET</b>	<b>12 603</b>	<b>9 638</b>
	Dotations aux amortissements et provisions	6 885	5 912
	Reprise des amortissements et provisions	-1 664	-2 486
	Plus et moins values de cession	-308	194
	<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>17 516</b>	<b>13 258</b>
	<b>Variation nette exploitation</b>	<b>-4 699</b>	<b>2 747</b>
	Variation de stock	-3 448	-3 242
	Variation des créances d'exploitation	5	4 833
	Variation des dettes d'exploitation	-1 256	1 156
	<b>Variation nette hors exploitation</b>	<b>2 028</b>	<b>502</b>
	Variation des créances hors exploitation	-592	351
	Variation des dettes hors exploitation	2 645	396
	Charges et produits constatés d'avance	-9	56
	Pertes et gains de change	-16	-301
	<b>VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>-2 671</b>	<b>3 249</b>
	<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>14 845</b>	<b>16 507</b>
	<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
	Décassement/acquisition immobilisations incorporelles	-76	-36
	Décassement/acquisition immobilisations corporelles	-2 736	-7 374
	Encaissement/cession immobilisations corporelles et incorporelles	325	119
	Décassement/acquisitions immobilisations financières	-1 415	-1 755
	Encaissement/cession immobilisations financières	0	109
	Décassement/ acquisition de filiales	0	112
	<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-3 902</b>	<b>-8 825</b>
	<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
	Dividendes versés aux actionnaires	-4 141	-8 288
	Encaissements provenant d'emprunts	0	4 000
	Remboursement d'emprunts	-2 715	-1 328
	<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>-6 856</b>	<b>-5 616</b>
	<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>4 087</b>	<b>2 066</b>
	<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>38 972</b>	<b>36 906</b>
	<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>43 059</b>	<b>38 972</b>

**SOCIETE DES PRODUITS MARNIER LAPOSTOLLE****S O M M A I R E  
DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS**

1. Règles et méthodes comptables
2. Actif immobilisé
3. Provisions
4. Créances et dettes
5. Trésorerie gérée et liquidité
6. Créances et dettes concernant les entreprises liées
7. Information concernant les parties liées
8. Variation des capitaux propres
9. Charges à payer
10. Produits à recevoir
11. Charges constatées d'avance
12. Chiffre d'affaires
13. Personnel et rémunération des organes de direction
14. Résultat financier
15. Résultat exceptionnel
16. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices
17. Incidence des évaluations fiscales dérogatoires
18. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts
19. Engagements financiers
20. Evénements postérieurs à la clôture
21. Tableau des soldes intermédiaires de gestion
22. Tableau-liste des Filiales et participations

**SOCIETE DES PRODUITS MARNIER LAPOSTOLLE****ANNEXE AUX COMPTES 2013**

**(toutes les sommes mentionnées dans l'annexe  
sont exprimées en milliers d'€uros sauf indications contraires)**

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2013 ont été arrêtés par le Directoire en date du 27 mars 2014. Ils ont ensuite été examinés par le Conseil de Surveillance en date du 9 avril 2014.

**1. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- .Continuité de l'exploitation
- .Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- .Indépendance des exercices

et en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France selon le règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999 et ses modifications successives ainsi qu'avec les avis et recommandations ultérieurs du Conseil National de la Comptabilité.

**Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exception des licences et brevets et des droits au bail acquis avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation à hauteur de 234 K€ (note 8).

Les licences ainsi que les droits au bail de locaux commerciaux acquis ne sont pas amortis.

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels amortis linéairement en fonction de leurs durées de vie estimées de 1 à 5 ans.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

L'écart de réévaluation portant sur les éléments non amortissables (terrains) s'élève à 709 K€ (note 8).

Compte tenu des nouvelles normes, nous avons utilisé, pour les immobilisations corporelles, l'approche par composants (en particulier pour le matériel et outillage), ainsi que la durée d'utilité de chaque immobilisation, au-delà d'un montant significatif.

Les amortissements fiscaux sont pratiqués sur les durées d'usage admises par l'administration. La différence entre les dotations fiscales et économiques a été comptabilisée dans le compte dotations aux provisions dérogatoires (provisions réglementées)

Plan d'amortissement	Durées de vie économique
Vignes et plantations	30 ans
Agencements de terrains	10 ans
Constructions industrielles et commerciales	20 à 50 ans
Agencements de constructions	10 à 15 ans
Matériel et outillage	10 à 15 ans
Composants du matériel	3 à 5 ans
Matériel de transport	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	2 à 4 ans

La société a opté pour la comptabilisation en charges des frais d'acquisition (PCG, art 321-10.1).

### **Immobilisations financières**

#### - Titres de participations

Les titres de participation sont valorisés à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute. La valeur d'inventaire est estimée à partir de la quote-part de la situation nette comptable réévaluée, s'il y a lieu, pour tenir compte de la valeur de rentabilité dégagée par la société concernée.

#### - Autres titres immobilisés

Les autres titres immobilisés sont valorisés à leur coût d'acquisition. Ils sont constitués d'actions propres, destinées à être annulées, et de participations au sein d'organismes professionnels.

### **Stocks et en-cours**

Les stocks de matières premières et de marchandises sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. Les stocks de produits semi-finis et de produits finis sont valorisés au coût réel de production.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au coût défini ci-dessus.

### **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les créances font l'objet d'une appréciation cas par cas et une dépréciation est constatée sur chacune d'elles en fonction du risque encouru.

### **Valeurs mobilières de placement**

Il s'agit de placements de trésorerie, essentiellement constitués de SICAV, Fonds communs de placement, comptes à terme, obligations, certificats de dépôt.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur de marché à la clôture est inférieure à la valeur d'acquisition.

### **Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges sont constatées lorsque les risques et charges sont nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours à la clôture, les rendent probables.

### Opérations en devises

Les ventes et les achats libellés en devises étrangères sont convertis en euros au cours du mois de la transaction. Les transactions en devises ayant fait l'objet d'une opération de couverture sont enregistrées pour leur contre-valeur en euros au taux de la couverture.

A la date de clôture :

Les créances et dettes en devises sont converties au cours de clôture et l'écart comptabilisé en écart de conversion actif ou passif, les pertes faisant l'objet d'une provision pour pertes de change.

Les créances ou dettes en devises faisant l'objet d'une couverture de change à terme, fixant le cours à l'échéance, ne sont pas réévaluées au cours de clôture, mais au cours de la couverture. Le profit ou la perte en découlant est comptabilisé en résultat de l'exercice.

### Instruments financiers dérivés

La société n'a recours qu'à des instruments de couverture de change.

Les opérations qui ne peuvent répondre aux critères de la couverture sont considérées comme des opérations spéculatives. Toute perte potentielle fait l'objet d'une provision pour risques à la clôture de l'exercice.

Les couvertures de change à terme fixant le cours de la monnaie étrangère à l'échéance et destinées à couvrir des opérations commerciales de l'exercice suivant et non encore facturées à la clôture de l'exercice, constituent un engagement hors bilan, et aucune perte ni profit n'est enregistré sur cet engagement (note 19).

### Engagements de retraite

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière et de pensions sont repris en note 19, dans la partie traitant des engagements hors bilan.

### Résultat exceptionnel

La société retient la conception du Plan Comptable Général.

## 2. ACTIF IMMOBILISE

### **Valeurs brutes.**

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 505	76	219	5 362
Immobilisations corporelles	83 375	2 459	2 611	83 223
Immobilisations financières	50 372	1 745	330	51 787
<b>Total</b>	<b>139 252</b>	<b>4 280</b>	<b>3 160</b>	<b>140 372</b>

### **Amortissements.**

	Amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	3 368	554	212	3 710
Immobilisations corporelles	50 752	3 795	2 612	51 935
<b>Total</b>	<b>54 120</b>	<b>4 349</b>	<b>2 824</b>	<b>55 645</b>

### Immobilisations financières.

Au cours de l'exercice 2013, la société a acquis 106 de ses propres titres dans le cadre de l'autorisation donnée par les assemblées générales mixtes des 20 juin 2012 puis 19 juin 2013. Au 31 décembre 2013, la société détenait 2 147 actions en voie d'annulation pour une valeur d'acquisition de 9 384 K€ et une valeur de marché de 8 373 K€.

Nous vous rappelons que la société a confié, depuis le 3 juillet 2006, à Kepler Cheuvreux la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'Association Française des Entreprises d'Investissement et approuvée par la décision de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) du 22 mars 2005.

A la clôture de l'exercice, 59 titres sont déposés chez Kepler Cheuvreux pour une valeur d'acquisition de 235 K€, ainsi que des liquidités pour 156 K€.

En date du 30 septembre 2013, la société a modifié les moyens alloués au contrat de liquidité et a procédé au retrait des 40 titres initialement apportés ainsi qu'à un apport complémentaire de trésorerie de 160 K€.

### 3. PROVISIONS

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Provisions réglementées:</b>				
Provision pour hausse des prix	1 388	1 628	214	2 802
Amortissements dérogatoires	3 642	540	516	3 666
	<b>5 030</b>	<b>2 168</b>	<b>730</b>	<b>6 468</b>
<b>Provisions pour risques et charges:</b>				
Provisions pour litiges (1)	723	196	718	201
Provisions pour restructuration	28		28	0
Provisions pour pertes de change	129	159	129	159
Provisions pour risques sur placements	12		12	0
Provisions médailles du travail	132		8	124
	<b>1 024</b>	<b>355</b>	<b>895</b>	<b>484</b>
<b>Provisions pour dépréciation:</b>				
Actions propres	21	5	21	5
Stocks et en cours	517	400	517	400
Clients	108	14	44	78
Valeurs mobilières de placements	23	24	23	24
	<b>669</b>	<b>443</b>	<b>605</b>	<b>507</b>
<b>Total</b>	<b>6 723</b>	<b>2 966</b>	<b>2 230</b>	<b>7 459</b>
<b>Dotations et reprises:</b>				
d'exploitation		414	561	
financières		188	185	
exceptionnelles		2 364	1 484	
<b>Total</b>		<b>2 966</b>	<b>2 230</b>	

(1) *Provisions pour litiges :*

*Une reprise de provision pour risques de 548 K€ a été comptabilisée dans le cadre de la procédure qui oppose la société à ODDO ASSET MANAGEMENT SA.*

#### 4. CREANCES ET DETTES

CREANCES	Montant Brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
<b>Actif immobilisé:</b>			
- Autres immobilisations financières	547	167	380
<b>Actif circulant</b>			
- Avances et acomptes versés sur commande	586	586	
- Créances clients et comptes rattachés	25 397	25 397	
- Créances sociales et fiscales	384	384	
- Groupe	118	118	
- Autres créances	290	290	
- Charges constatées d'avance	1 333	1 312	21
<b>Total</b>	<b>28 655</b>	<b>28 254</b>	<b>401</b>

DETTES	Montant Brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts et dettes bancaires	5 957	1 817	4 140	
Emprunts et dettes financières divers	2 734	2 065	669	
Dettes fournisseurs	12 414	12 414		
Dettes fiscales et sociales	14 042	13 049		993
Dettes sur immobilisations	209	209		
Autres dettes	300	300		
<b>Total</b>	<b>35 656</b>	<b>29 854</b>	<b>4 809</b>	<b>993</b>

Les emprunts bancaires et dettes financières diverses sont constituées de :

	Montant brut
Emprunts bancaires	5945
Participation des salariés	666
Concours bancaires	12
Comptes-courants	2068
<b>Total</b>	<b>8691</b>

Seule la participation en compte-courant bloqué, de 1 à 5 ans, est reportée en dettes financières sur la ligne participation des salariés. Au-delà, les salariés ont la faculté de maintenir leurs avoirs en compte-courant, et la dette correspondante est comptabilisée en dettes sociales. Au 31 décembre 2013, la participation échue reportée en dettes sociales est de 4 350K.

#### 5. TRESORERIE GEREE ET LIQUIDITE

##### Trésorerie gérée.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	Montant brut au 31/12/2013	Dépréciation au 31/12/2013	Montant net au 31/12/2013	Montant net au 31/12/2012
Contrats de capitalisation	15 000	0	15 000	15 000
Obligations	1 000	0	1 000	1 000
SICAV & Fonds communs de placement	3 616	23	3 593	3 302
Dépôts à terme	19 327		19 327	17 157
Autres (intérêts courus)	1 814		1 814	1 282
<b>Total</b>	<b>40 757</b>	<b>23</b>	<b>40 734</b>	<b>37 741</b>

**Liquidité.**

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	de 0 à 3 mois	de 3 à 12 mois	>12 mois	Montant net
Contrats de capitalisation			15 000	15 000
Obligations			1 000	1 000
SICAV & Fonds communs de placement	3 583		10	3 593
Dépôts à terme	19 327		0	19 327
Autres (intérêts courus)	265	30	1 519	1 814
<b>Total</b>	<b>23 175</b>	<b>30</b>	<b>17 529</b>	<b>40 734</b>

**6. CREANCES ET DETTES CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES**

Actif	Montant
Créances rattachées à des participations	
Clients et comptes rattachés	13 229
Dépôts versés	171
Autres créances	118
<b>Passif</b>	
Fournisseurs et comptes rattachés	183
Dettes financières	743
<b>Compte de résultat</b>	
Produits financiers	107
Charges financières	2

**7. INFORMATION CONCERNANT LES PARTIES LIEES**

En conformité avec le règlement CRC 2010-02, nous vous informons qu'il n'existe pas de transactions significatives avec des parties liées qui n'aient pas été conclues à des conditions normales de marché.

**8. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

Le capital social de 27 157 500 € est composé de 85 000 actions d'une valeur nominale de 319,50 €. L'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 mai 1998 a attribué un droit de vote double aux titres nominatifs détenus depuis plus de trois ans.

<b>Capitaux propres au 31 décembre 2012</b>	<b>148 121</b>
Dividendes distribués sur résultat 2012	-4 141
Variation des provisions réglementées	1 438
Résultat de l'exercice 2013	12 603
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2013</b>	<b>158 021</b>

Les écarts de réévaluation proviennent de la réévaluation légale de 1976 et se décomposent comme suit :

Licences et brevets	6
Droit au bail	228
Terrains	709
<b>Total</b>	<b>943</b>

Les réserves réglementées, sont représentées par :

La réserve pour actions propres	8 944
La réserve spéciale de réinvestissement des immobilisations	1 038
<b>Total</b>	<b>9 982</b>

## 9. CHARGES A PAYER

Emprunts et dettes financières divers	42
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6259
Dettes fiscales et sociales	4762
Autres dettes	226
<b>Total</b>	<b>11289</b>

## 10. PRODUITS A RECEVOIR

Autres créances	290
Clients factures à établir	0
Valeurs mobilières de placement	1814
<b>Total</b>	<b>2104</b>

## 11. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Charges d'exploitation (1)	<b>1333</b>
----------------------------	-------------

(1)- dont stock d'articles publicitaires non distribués à la clôture de l'exercice : 542 K€

## 12. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires résulte essentiellement de l'activité de fabrication et de commercialisation de vins et spiritueux sur les marchés suivants :

	2013	2012
France	9 577	9 002
Europe	19 483	17 828
Etats-Unis d'Amérique	62 230	59 536
Autres pays du continent américain	12 311	11 847
Asie et Pacifique	3 859	3 888
Afrique et Moyen Orient	423	420
<b>Total</b>	<b>107 883</b>	<b>102 521</b>

Conformément aux normes du plan comptable, le chiffre d'affaires France comprend les droits de consommation et la vignette Sécurité Sociale perçus pour l'Etat, soit 68 K€ (2012: 91 K€)

### 13. PERSONNEL

	2013	2012
Effectif		
Cadres	81	83
Agents de maîtrise	30	29
VRP	32	33
Employés & ouvriers	153	160
<b>Total</b>	<b>296</b>	<b>305</b>

Il s'agit de l'effectif au 31 décembre, contrats à durée déterminée inclus.

La rémunération nette des membres du Directoire au titre de l'exercice 2013 est de 2 699 K€ en salaires et autres avantages à court terme, dont 200 K€ en avantages en nature.

La rémunération nette des membres du Conseil de Surveillance est de 549 K€.

### 14. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier est positif de 95 K€ et se décompose de la façon suivante :

	2013	2012
Résultat net des placements	1 047	1025
Pertes et profits de change	-531	-318
Produits de participation des filiales	116	649
Intérêts et charges assimilées	-554	-602
Dépréciation des immobilisations financières	17	-15
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>95</b>	<b>739</b>

Les intérêts et charges assimilés correspondent à la rémunération des emprunts bancaires et dettes financières diverses détaillés à la Note 4, et également des comptes-courants des salariés classés en dettes sociales pour 4 350 K€ au 31 décembre 2013.

### 15. RESULTAT EXCEPTIONNEL

#### Produits exceptionnels :

Produits exceptionnels:	2013	2012
Sur opérations de gestion	117	555
Sur opérations en capital	326	119
Reprises sur amortissements dérogatoires	516	353
Reprises sur provisions pour hausse de prix	214	156
Reprises sur amortissements exceptionnels	18	94
Reprises sur provisions pour risques et charges	754	1497
<b>Total</b>	<b>1 945</b>	<b>2774</b>

#### Charges exceptionnelles :

Charges exceptionnelles:	2 013	2012
Sur opérations de gestion	333	1945
Sur opérations en capital	18	51
Dotations aux amortissements dérogatoires	540	473
Dotations aux provisions pour hausse de prix	1 628	445
Dotations aux provisions pour risques et charges	196	637
<b>Total</b>	<b>2 715</b>	<b>3551</b>

La procédure avec ODDO ASSET MANAGEMENT SA ayant été clôturée au cours de l'exercice, la provision pour risques et charges de 548 K€ a pu être reprise.

En 2012, les charges du Plan de Sauvegarde de l'Emploi s'étaient élevées à 1 532 K€, légèrement supérieures aux reprises de provisions de 1 497 K€.

## 16. VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

La ventilation de l'impôt entre les résultats « courant » et « exceptionnel » est retracée dans le tableau ci-dessous :

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Courant	20 803	7 618	13 185
Exceptionnel	-770	-283	-487
Crédit impôt recherche		-28	28
IS s/revenus distribués	0	123	-123
<b>Total</b>	<b>20 033</b>	<b>7 430</b>	<b>12 603</b>

Le Crédit impôt compétitivité emploi s'est élevé à 193 K€ et a été comptabilisé au crédit des charges sociales.

## 17. INCIDENCE DES EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES

Résultat de l'exercice	12 603
Dotations aux provisions réglementées	2 168
Réduction d'impôt correspondant	-746
Reprise provisions réglementées	-730
Augmentation d'impôt correspondant	251
<b>Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires</b>	<b>13 546</b>

## 18. ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS

<b>Accroissements:</b>	
Provision pour hausse des prix	2 801
Amortissements dérogatoires	3 667
Impôt correspondant (34,43%)	-2 227
<b>Allègements:</b>	
Charges déductibles en N+1	1 293
Produits imposés non encore comptabilisés	695
Impôt correspondant (34,43%)	684

## 19. ENGAGEMENTS FINANCIERS

### 1. Opérations de couverture.

La société a souscrit des contrats à terme pour garantir le taux d'encaissement d'une partie des flux de trésorerie prévisionnels en dollar américain de l'exercice 2014, pour un montant total de 12 675 KUSD au taux moyen de 1,29.

L'évolution du portefeuille au cours de l'exercice 2013 est rappelée dans le tableau ci-dessous :

( en milliers de devises)	Devise	31/12/2013	31/12/2012
Taux USD de clôture		1,379	1,319
Taux CAD de clôture		1,467	1,314
Engagement fin de période en USD	USD	12 675	71 000
Engagement fin de période en CAD	CAD	0	4 000
Engagement maximum en USD	USD	12 675	71 000
Engagement maximum en CAD	CAD	0	4 000
(-) devises à recevoir , (+) devises à livrer			
(en milliers de devises)		USD	CAD
Contrats à terme sur opérations commerciales 2013		12 675	0
Contrats à terme sur opérations commerciales 2014		0	0
<b>ENGAGEMENT TOTAL</b>		<b>12 675</b>	<b>0</b>
(-) devises à recevoir , (+) devises à livrer			
Juste valeur des contrats au 31/12/2013		610	0

Tous les contrats à terme sur opérations commerciales 2013 ont été comptabilisés en résultat de l'exercice.

## 2. Retraites et pensions :

L'engagement de la société au 31 décembre 2013 a été calculé en tenant compte des engagements au titre du régime de retraite à prestations définies (article 39), ou des indemnités de fin de carrière lorsque celles-ci se révèlent plus favorables pour le salarié. Les calculs ont été effectués à partir de la rémunération brute (personnel actif) ou de la pension versée (retraités) et tiennent compte de l'ancienneté, de l'espérance de vie, de la rotation des effectifs, de l'évolution du coût de la vie et des salaires. Cette dette future a été actualisée au taux de 3,17%, taux moyen des obligations de maturité supérieure à 10 ans émises par les entreprises de la zone euro notées AA.

	Retraites Article 39	Indemnités de fin de carrière	Total
Personnel actifs	6 871	703	7 574
Personnels retraités	15 167		15 167
<b>TOTAL</b>	<b>22 038</b>	<b>703</b>	<b>22 741</b>

Le régime de retraite à prestations définies est géré en interne et les droits ont été gelés au 31 mars 2005. L'option de taxation sociale, notifiée à l'Urssaf par lettre du 29 juillet 2011, est la taxation sur les dotations, comme prévu à l'article L 137-11, I, 2°, b du Code de la Sécurité Sociale. Ce régime concerne 293 bénéficiaires dont 129 actifs et 164 retraités.

La remontée du taux d'actualisation en 2013, de 2,69% à 3,17%, s'est traduite par une diminution de l'engagement de 1 028K€.

Les pensions de retraites Article 39 versées au cours de l'exercice et comptabilisées en charges sociales se sont élevées à 1 101 K€.

### 3. Droit Individuel à la Formation

Au 31 décembre 2013, les engagements au titre du Droit Individuel à la Formation représentent 33 629 heures. Le projet de loi en cours prévoit de modifier les règles d'attribution et d'utilisation de ce Droit individuel à la Formation.

### 20. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

### 21. TABLEAU DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

en milliers d'Euros

Produits (colonne 1)		Charges (colonne 2)		Soldes intermédiaires des exercices (Colonne 1) - (Colonne 2) N : 2013 N-1: 2012		
Ventes de marchandises	129	Coût d'achat des marchandises vendues	123	Marge commerciale	6	22
Production vendue	107 754	ou déstockage de production		Production de l'exercice	109 535	102 794
Production stockée	1 376					
Production immobilisée	405					
<b>Total</b>	<b>109 535</b>	<b>Total</b>	<b>0</b>			
Production de l'exercice	109 535	Consommation de l'exercice en provenance des tiers	57 364	Valeur ajoutée	52 177	46 298
Marge commerciale	6					
<b>Total</b>	<b>109 541</b>	<b>Total</b>	<b>57 364</b>			
Valeur ajoutée	52 177	Impôts, taxes et versements assimilés	2 515	Excédent brut d'exploitation	25 749	19 123
Subvention d'exploitation	1					
<b>Total</b>	<b>52 178</b>	<b>Total</b>	<b>26 429</b>			
Excédent brut d'exploitation	25 749	Dotations aux amortissements et aux provisions	4 770	Résultat d'exploitation	21 701	14 491
Reprises sur charges et transferts de charges	561					
Autres produits	515	Autres charges	354			
<b>Total</b>	<b>26 825</b>	<b>Total</b>	<b>5 124</b>			
Résultat d'exploitation	21 701	Quotes-parts de résultat sur opération faites en commun		Résultat courant avant impôts	21 796	15 230
Quotes-part de résultat sur opérations faites en commun	1 791					
Produits financiers	1 945	Charges financières	1 696			
<b>Total</b>	<b>23 492</b>	<b>Total</b>	<b>1 696</b>			
Produits exceptionnels	1 945	Charges exceptionnelles	2 715	Résultat exceptionnel	( 770 )	( 777 )
Résultat exceptionnel	( 770 )	Participation des salariés	993			
Résultat courant avant impôts	21 796	Impôts sur les bénéfices	7 430			
<b>Total</b>	<b>21 026</b>	<b>Total</b>	<b>8 423</b>	Résultat de l'exercice	12 603	9 638
Produits de cession d'élément d'actif	326	Valeur comptable des éléments cédés	18	Plus-values ou moins-values sur cessions d'éléments d'actif	308	68
*y compris droits de consommation dette Sécurité Sociale						

## 22. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros et de devises)

	Pays	Capital		Capitaux propres autres que le capital		Quote part du capital détenu %	Valeur brute des titres détenus		Valeur nette des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice		Dividendes encaissés par la société		Chiffre d'affaires du dernier exercice		
Société N. M. de Schryver	Belgique	EUR	135	EUR	66	55,00	EUR	62	EUR	62	EUR	0	EUR	(15)	EUR	0	EUR	-
Mamier-Lapostolle Inc.	Etats-Unis	USD	1 000	USD	13 996	72,80	EUR	580	EUR	580	EUR	-	USD	239	USD	-	USD	91 533
S.C.I. DU VAL	France	EUR	16 769	EUR	44	100,00	EUR	16 769	EUR	16 769	EUR		EUR	729	EUR	106	EUR	1 677
Grandes Marques Nederland	Pays-Bas	EUR	189	EUR	( 5)	85,71	EUR	111	EUR	111	EUR	-	EUR	(3)	EUR	0		-
Mamier Investissements S.A.	Suisse	CHF	36 500	CHF	(700)	99,76	EUR	23 864	EUR	23 864	CHF	-	CHF	(88)	CHF	-		-

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX**

François LAMY  
7, rue de Monceau  
75008 PARIS

Pierre GODET  
19, avenue de Messine  
75008 PARIS

**SOCIETE DES PRODUITS  
MARNIER LAPOSTOLLE**

**91, boulevard Haussmann  
75008 PARIS**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2013**

François LAMY  
7, rue de Monceau  
75008 PARIS

Pierre GODET  
19, avenue de Messine  
75008 PARIS

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2013**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- . le contrôle des comptes annuels de la SOCIETE DES PRODUITS MARNIER LAPOSTOLLE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- . la justification de nos appréciations ;
- . les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**I. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.



## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 1 de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables présente les modalités de détermination de la valeur d'inventaire des titres de participation conduisant à la constitution éventuelle d'une provision pour dépréciation. Nous nous sommes assurés de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, et avons apprécié le caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce, annexées au rapport de gestion, sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 13 mai 2014

Les Commissaires aux Comptes

François LAMY

Pierre GODET

**CHAPITRE 4 – RENSEIGNEMENTS DIVERS**

**COMMUNIQUE RELATIF AUX HONORAIRES  
DES CONTROLEURS LEGAUX**

En application de l'article 222-8 du règlement général de l'AMF, les honoraires versés aux Contrôleurs légaux de la société mère et de ses filiales sont repris ci-dessous.

**EXERCICE 2013**

(montant HT en euros)	François LAMY			Pierre GODET		
	2013	2012	V%	2013	2012	V%
<b>Audit</b>						
. Commissariat aux comptes, des comptes individuels et consolidés						
- Emetteur	110	104	6%	65	56	16%
- Filiales						
. Autres diligences et prestations						
- Emetteur		2			2	
- Filiales						
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>110</b>	<b>106</b>	<b>4%</b>	<b>65</b>	<b>58</b>	<b>12%</b>
<b>Autres prestations rendues aux filiales</b>						
. Juridique - fiscal -social	0	0		0	0	
. Autres	0	0		0	0	
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>110</b>	<b>106</b>	<b>4%</b>	<b>65</b>	<b>58</b>	<b>12%</b>

Il s'agit des prestations effectuées au titre d'un exercice comptable et prises en charge au compte de résultat .

**ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU PRESENT DOCUMENT**

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-dessus présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Fait, à Paris, le 14 mai 2014

Monsieur Jacques MARNIER LAPOSTOLLE  
Président du Directoire